



Annuaire suisse de politique de développement

24-1 | 2005
Faits et statistiques 2005

Introduction

Jacques Forster



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/417>
ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2005
Pagination : XV-XVIII
ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Jacques Forster, « Introduction », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 24-1 | 2005, mis en ligne le 01 mars 2010, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/417>

Introduction

UN DES FAITS les plus marquants des deux dernières décennies dans le domaine des relations Nord-Sud est l'hétérogénéité croissante des pays dits «en développement» et l'éclatement du tiers-monde en tant que groupe de pays défendant des intérêts communs face aux pays riches. Cette tendance, qui remonte au premier choc pétrolier de 1973, s'est accélérée au cours des quinze dernières années suivant la fin de la guerre froide et avec l'intensification de la libéralisation de l'économie mondiale.

L'ensemble formé par les pays «en développement» est aujourd'hui structuré autour de deux pôles : celui des «pays émergents» et celui des pays les moins avancés (PMA). Le premier est caractérisé par des taux de croissance économique élevés et une intégration rapide dans l'économie mondiale dont ils deviennent des acteurs importants, voire majeurs si l'on songe à la Chine et à l'Inde. L'économie des PMA et de certains pays à faible revenu n'a par contre pas bénéficié de la dynamique de la libéralisation et ce groupe de pays demeure enfermé dans le cercle vicieux de la pauvreté.

Une bonne photographie de la situation est fournie par le récent rapport des Nations unies sur le projet du Millénaire¹. De 1990 à 2001, la pauvreté extrême a en moyenne reculé ainsi que la mortalité infantile. Cette moyenne cache cependant des disparités considérables, que ce soit entre nations ou à l'intérieur d'un même pays. Durant cette période, le nombre de personnes disposant de moins d'un dollar par jour a augmenté en Afrique, en Europe de l'Est et en Asie centrale, il est resté stable en Amérique latine et a légèrement baissé en Asie du Sud. Il n'y a guère que l'Asie de l'Est où une diminution importante ait été enregistrée. Un autre aspect des plus préoccupant à long terme est lié à la dégradation constante des ressources naturelles (sols, forêts, eau, ressources halieutiques), qui a des conséquences aussi bien sur la santé publique que sur la survie des populations rurales. Partout dans le monde, sauf en Europe, l'exode rural fait exploser les agglomérations ; si les tendances actuelles ne sont pas inversées, ce sont près de 3 milliards de personnes – 60 % de plus qu'en 2001 – qui vivront dans des bidonvilles en 2020. Or on sait à quel point l'exclusion sociale liée aux inégalités est génératrice de misère et représente un terrain fertile pour le développement de la violence. Les bidonvilles sont en effet très vulnérables aux agissements de réseaux mafieux se livrant aux trafics de drogues et d'êtres humains. Le développement des bidonvilles illustre bien que la pauvreté et la précarité touchent aussi des pays à revenu intermédiaire, voire élevé.

En 2005, est-on en passe d'atteindre les Objectifs du Millénaire adoptés en 2000 ? Les Etats membres des Nations unies avaient alors innové en se fixant des objectifs précis à atteindre dans des délais donnés. La coopération internationale

¹ Jeffrey D. Sachs, *Investir dans le développement. Un plan pratique pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement*, New York, Nations unies, janvier 2005. Rappelons que les Objectifs du Millénaire pour le développement ont été adoptés en 2000 par les 191 Etats membres de l'ONU et visent notamment à «réduire de moitié d'ici 2015 la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour».

passait ainsi de l'ère de l'obligation de moyens (objectif quant au volume de l'aide publique au développement – APD) à celle de l'obligation de résultat. Cinq ans plus tard et dix ans avant l'échéance de 2015, le bilan est mitigé. Les raisons en sont multiples, comme le montre le rapport de Jeffrey Sachs. Dans les pays en développement, la bonne gestion des affaires publiques demeure un élément clé pour atteindre les Objectifs du Millénaire ; or, des progrès considérables restent à accomplir pour promouvoir l'Etat de droit, la transparence et la responsabilité des dirigeants vis-à-vis des citoyens. Du côté des pays industriels et du système de la coopération internationale au développement, de nouvelles pratiques doivent être introduites pour ne pas avoir à faire un nouveau constat d'échec en 2015. Il s'agit pour l'essentiel d'améliorer très sensiblement la cohérence des politiques qui ont un impact sur la lutte contre la pauvreté ainsi que les modalités de financement de cette lutte.

La question de la cohérence des politiques se pose tout d'abord pour chaque pays qui doit veiller à ce que les diverses dimensions de ses relations avec les pays en développement contribuent aux Objectifs du Millénaire. Elle se pose aussi au niveau des politiques et des programmes des institutions internationales. Il est important – comme le suggère l'OIT² – de renforcer la gouvernance mondiale par une approche qui prenne en compte les interrelations entre les divers domaines (commerce, conditions de travail, environnement) et par des institutions à même d'arbitrer les conflits d'intérêts. C'est donc à un renforcement de la gouvernance mondiale qu'il faut œuvrer de manière à assurer une gestion transversale et cohérente des problèmes globaux. Deux exemples illustrent cette nécessité :

- ❑ la protection de l'environnement et des ressources naturelles et la lutte contre la pauvreté sont étroitement liées ; en effet, les populations les plus pauvres sont les plus vulnérables aux catastrophes causées par les changements climatiques, aux déboisements massifs, à la pollution des eaux, à l'épuisement des ressources halieutiques. Ce sont elles qui, faute d'alternatives, pâtissent en premier lieu de la dégradation des ressources naturelles ; ce sont elles qui sont amenées à vivre dans les habitats les plus fragiles. La crédibilité de l'engagement pour atteindre les Objectifs du Millénaire dépend donc aussi de la détermination à préserver les ressources naturelles ;
- ❑ les politiques du commerce international continuent à marginaliser les pays à bas revenu³ ; les exportations des pays pauvres sont parfois soumises à des barrières douanières plus élevées que celles des pays industriels. La lutte contre la pauvreté passe donc également par des mesures spécifiques et différenciées destinées à encourager le commerce des pays pauvres. Par ailleurs, les politiques commerciales devraient aussi être évaluées à la lumière de leur impact social de façon à promouvoir ou à sauvegarder des conditions de travail décentes dans tous les pays.

Sur le plan financier, un constat s'impose : les pays les plus pauvres ne sont pas à même de mobiliser par leurs propres moyens les ressources considérables nécessaires pour assurer, à terme, un niveau de vie très modeste mais décent à

² Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation (OIT), *Une mondialisation juste : créer des opportunités pour tous*, Genève, BIT, 2004.

³ La part de l'Afrique dans le commerce mondial a baissé de 5 % en 1980 à 2 % aujourd'hui.

l'ensemble de leur population. Leur capacité de progresser dans la lutte contre la pauvreté continuera donc de dépendre d'une aide extérieure qui est présentement largement insuffisante pour atteindre les Objectifs du Millénaire. Selon le rapport Sachs, l'APD devrait passer en 2006 à 0,44 % du revenu national brut des pays membres du CAD, alors que le chiffre pour 2003 n'est que de 0,25 %. Il est vrai que le volume de l'aide n'est à lui seul pas une garantie de réussite : l'impact de l'aide publique au développement dépend aussi de la qualité de cette aide ainsi que de la pertinence des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et de la volonté et de la capacité des receveurs de gérer rigoureusement les ressources extérieures et nationales.

La qualité du financement international du développement est insuffisante en raison, d'une part, de son caractère souvent imprévisible et, d'autre part, de son horizon temporel dominé par le court terme. Ces deux traits ne sont pas compatibles avec la mise en œuvre de stratégies à long terme – dix à quinze ans – pour réduire la pauvreté. Ce n'est donc pas seulement un accroissement très sensible de l'APD qui est requis, mais aussi des engagements financiers sur le long terme.

Face à cette question, on ne peut que songer au tremblement de terre et aux raz de marée qui ont frappé l'Asie le 26 décembre 2004 et à l'élan de solidarité qu'ils ont suscité. Ayant causé près de 300'000 morts et un demi-million de blessés, et ayant affecté des millions de personnes sur le plan psychologique aussi bien que matériel, il s'agit sans aucun doute d'une des plus grandes catastrophes naturelles de l'histoire moderne. Mais c'est aussi un drame de la pauvreté. Si les causes de la catastrophe sont incontestablement naturelles, ses effets sont éminemment déterminés par des facteurs économiques et sociaux. Les insuffisances des systèmes d'alerte, la vulnérabilité de l'environnement construit montrent bien que le nombre de victimes est fonction du niveau de développement économique et social⁴. Si l'on ne peut prévenir les secousses sismiques, on peut cependant en atténuer considérablement les conséquences en luttant contre la pauvreté ; cela se vérifie chaque fois qu'un tremblement de terre frappe un pays en développement.

Pour les victimes du tsunami, la solidarité s'est concrétisée par une mobilisation sans précédent de ressources dans laquelle – il faut le noter – les donateurs privés et surtout le grand public ont joué un rôle moteur. L'abondance des ressources mobilisées a immédiatement sensibilisé les médias et l'ensemble de la population à la nécessité de prévoir, pour les pays affectés, au-delà de l'urgence, un programme de reconstruction et de développement à moyen et long terme. Elle a aussi permis de rappeler que les drames permanents causés par la pauvreté tuent plus massivement que les pires catastrophes naturelles et, finalement, que la solidarité spontanée provoquée par une crise ne remplace pas la solidarité « au long cours » requise pour éradiquer des situations indignes de la condition humaine. Espérons que ce message ne sera pas oublié dans les mois et les années qui viennent.

* * *

⁴ En août et septembre 2004, dans la région des Caraïbes, les mêmes cyclones ont provoqué environ 2000 morts en Haïti et moins de 30 dans l'Etat de Floride.

J'exprime ma gratitude aux auteurs des différents chapitres de cet ouvrage. Ils parviennent à allier dans leurs textes la précision et la concision pour faire de *l'Annuaire suisse de politique de développement* un outil de référence sur les relations de la Suisse avec les pays en développement et sur la gestion internationale des problèmes globaux. Nous comptons aussi, pour réaliser cette publication, sur l'appui et les conseils de nombreux spécialistes au sein de l'administration fédérale, des ONG, des associations faîtières et des milieux académiques. Je leur adresse mes vifs remerciements ainsi qu'à toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la conception et à la réalisation de ce nouvel Annuaire ; la fiabilité de l'Annuaire repose sur leur compétence et leur engagement.

Au nom de toute «l'équipe de l'Annuaire», je souhaite tout particulièrement exprimer ma reconnaissance à Monika Egger, qui a décidé, après vingt ans de collaboration ininterrompue, de mettre fin à sa participation au sein du Comité de rédaction. Sa grande expérience des relations de la Suisse avec les pays en développement, son esprit critique et toujours constructif, son réseau de contacts dans l'administration fédérale et en Suisse alémanique vont nous manquer ; les liens d'amitié cependant subsisteront.

Jacques Forster

Professeur à l'Université, Directeur de la rédaction